

## **Rapport Annuel**

2007

## Table des Matières

1. Introduction	3
2. La recherche	3
2.1 Les boursiers	3
2.2 Le senior fellow	11
3. Enseignement	12
4. Conférences/ ateliers	12
4.1 Conférences des enseignants extérieurs au Point Sud	12
4.2 Conférence internationale	12
4.3 Ateliers	13
4.4 Conférences de Mamadou Diawara	13
5. Publications	13

## 1. Introduction

Point Sud a bénéficié au cours de l'année 2007 du concours des programmes de financement suivants :

- le programme d'appui de la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ);
- le programme suédois (Bank of Sweden Tercentenary Foundation, Stockholm);
- le programme d'appui de l'Université Goethe de Francfort ;
- le programme, Consorsium for Development of Partnership (CDP);
- le programme d'étude avec l'Université Ben Gourion de Tel Aviv.

Les recherches de Mamadou Diawara se sont effectuées dans la cadre de Point Sud et de l'Université Johann Wolfgang Goethe de Francfort.

## 2. La recherche

### 2.1 Les boursiers

#### 1. Boursiers sur les fonds suédois (Bank of Sweden Tercentenary Foundation, Stockholm) :

##### **Evariste Fousseni Camara : Prévention et Gestion Locale des conflits dans un contexte de guerre civile larvée et de migration/ Les mécanismes d'une diplomatie au ras du sol**

##### *Conclusion partielle de l'étude*

La cohabitation des communautés diverses est en elle-même une cohabitation de personnes aux mœurs différents. Les populations du Wassoulou, le pays où les recherches ont été effectuées, évoluent les unes auprès des autres sur un fond de tension et de clivages socioprofessionnels et culturels.

Les antagonismes ne sont pourtant pas toujours apparents, les populations affichant une entente de façade. Les gens sont majoritairement Peul, Dogon et Bozo ; une composition ethnique qui ne reflète pas la structure professionnelle. Traditionnellement l'ethnie Peul pratique l'élevage ; les Dogon sont agriculteurs et les Bozo pêcheurs. Mais, curieusement, aux Peul du « Wassoulou » on associe la musique et l'agriculture. Et les Bozo ont majoritairement fait de l'agriculture une de leurs principales activités. Quant aux Dogon, ils se sont tournés vers la pêche en plus de leur principale activité agricole. Donc, Peul, Bozo et Dogon se retrouvent tous agriculteurs, ce qui provoque des antagonismes. Le positionnement des acteurs à l'égard des enjeux des conflits (la terre dans la plupart des cas) se fait suivant le statut social des protagonistes. Les relations sociales se lisent en terme d'autochtones et d'allochtones. Néanmoins, et bien que sujettes à des conflits, ces communautés ont su développer des mécanismes de régulation qui contribuent fortement à la stabilité nationale.

Ces mécanismes et pratiques ne suivent pas un schéma d'application mécanique, ce qui complique la tâche des organisations de la société civile du moment. La *sanankunya*, ou parenté à plaisanterie, les liens de mariage et les rituels de gestion de conflits ne sont pas des mécanismes figés. Leur mise en œuvre requiert des adaptations aux types de conflits. De nos jours, la transmission des savoirs locaux est délaissée au profit d'un apprentissage ad hoc au gré des expériences de la vie. Les groupes d'initiation ont disparu, les grandes familles sont devenues éphémères, l'effritement de l'autorité parentale s'aggrave (polygamie, migration précoce des jeunes, démocratie, conflit de génération).

Cette coulisse a permis de découvrir, au-delà du discours, la réalité des mécanismes de gestion locale des conflits. Plus qu'un ensemble d'individus ou de groupes d'individus, la

société reflète un ensemble de relations sociales qui semblent tout naturelles aux protagonistes. C'est parce qu'ils les apprennent dans le quotidien qu'ils croient bien les connaître et s'étonnent que celles-ci soient un thème de recherche. Comme tout le monde croit les connaître, finalement personne ne les connaît vraiment. C'est pourquoi il devient intéressant d'en savoir plus.

Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits ont un mérite qui a été démontré au cours de certaines périodes de l'histoire du Mali. Et bien qu'appréciés et revendiqués, ces mécanismes n'ont pas fini de susciter des interrogations quant à leur fonctionnement, leur applicabilité et leur champ d'investigation.

Dans la logique des populations du « *Wassoulou* », les recherches menées sur la question de la gestion des conflits ont laissé peu de place à la compréhension de l'activité discrète des acteurs. Plus que les acquis de surface un véritable mécanisme diplomatique, au sens formel du terme, est en œuvre.

Les populations rurales, sans se soustraire à l'autorité de l'État, ont pris une distance par rapport à celui-ci en adoptant leur logique propre. L'option ainsi choisie répond à des principes certes non écrits, mais bien ancrés dans les pratiques. La connaissance de l'histoire des acteurs, de l'environnement socioculturel et de tous les antécédents des discordes constituent un atout précieux pour promouvoir la paix.

Chaque logique, formelle ou informelle, ne comporte-t-elle pas sa part d'arbitraire, de formel et d'informel, de risques de dérapage, etc. ?

L'étude réalisée fut une exploration qui a permis de cibler certaines réalités. Elle a consisté à identifier des acteurs et des types de conflits, ce qui a permis de mieux percevoir les mécanismes de prévention et de gestion des conflits en milieu traditionnel. Toutefois, le domaine de la gestion des conflits reste un terrain qui recèle nombre de zones d'ombre.

Au delà des relations d'intersubjectivité (entre frères, parents ou cousins) quels mécanismes de gestion traditionnelle des conflits avec ses sous-entendus, ses non-dits sont-ils mis en œuvre ?

L'histoire du « *Wassoulou* » laisse entrevoir des mutations historiques significatives dans la succession des règnes mais aussi dans la transformation du statut des populations. Entre l'arrivée des « *futabi* » et l'abandon définitif de ces terres par les propriétaires du Mandé au profit des Peul, que sont devenues les autochtones Malinké ? Comment et pourquoi, les Peul sont-ils devenus les maîtres du « *Wassoulou* » ?

### **Almamy Sylla : Les conflits de contrôle des ressources (eau et terre) et du pouvoir en rapport avec la migration dans les communes de Loulouni et de Zégoua**

Les conflits fonciers dans les deux communes tiennent beaucoup à la légitimité de la fondation des villages. La revendication de cette légitimité historique fait que certains villages, voire certaines couches sociales, sont considérés comme allochtones. Les conflits se fondent sur les conceptions du migrant, de l'autre donné à certains tandis que tous sont appelés à cohabiter dans le même espace. À partir de quand un migrant/étranger devient-il autochtone ? Cette question résume toute la problématique des conflits.

Les étrangers, ceux qui sont appelés *nabon* ou *lonnan*, *dunan*, ne sont pas autorisés à obtenir à titre définitif une terre. Ils deviennent d'éternels emprunteurs. Les prêts de terre ne sont jamais définitifs, ils sont transitoires. Les conflits naissent des situations dans lesquelles ces étrangers tentent d'user des stratégies qui feront d'eux des maîtres de la terre à part entière. Autant les prêts fonciers sont transitoires, autant un migrant ne devient jamais un autochtone à part entière capable de bénéficier des mêmes privilèges liés à la terre que les primo-arrivants. Ainsi pour certains enquêtés, cette perception de l'étranger s'explique par la nature fermée des Senoufo. Il est très difficile à un étranger de se diluer dans leur tissu social.

L'étude nous a permis aussi permis d'établir l'importance des quatre points cardinaux dans les prêts fonciers.

Dans les systèmes de sens, le nord représente le pouvoir. De ce fait, attribuer la partie nord de sa parcelle ou de son village à un étranger donne la chance à ce dernier d'asservir l'autochtone. On dit que « Quiconque attribue la partie nord de sa propriété foncière à un étranger finira par être asservi par ce dernier. »

La terre aussi bien que le pouvoir sont prêtés à un étranger mais ne sont jamais acquis définitivement. L'allochtone n'est plus perçu comme quelqu'un à qui l'autochtone doit offrir l'hospitalité, mais comme quelqu'un qui peut être source d'insécurité foncière.

A ce stade de la recherche, nous pouvons remarquer que :

- la raréfaction des ressources foncières n'est pas la cause principale d'insécurité, c'est la peur de devenir une minorité sur son propre territoire et de se faire déposséder de sa terre au profit des migrants qui dominent ;
- la migration n'est pas exclusivement le fait des allochtones, elle est un moyen de contestation utilisé par les cadets (les jeunes) lorsqu'ils sont lésés dans le partage des avoirs familiaux ;
- les conflits fonciers ne se limitent pas seulement au foncier, ils peuvent, par des voies multiples, affecter la réalisation des projets communautaires.

En fait, les enquêtés ont révélé dans les deux communes la prédominance des conflits suivants :

- Les conflits fonciers ;
- Les conflits familiaux ;
- Les conflits liés au tananw ;
- Les compétitions politiques.

Enfin, l'étude nous permet de mettre en perspective certaines interrogations qui pourront guider les réflexions futures.

À quel moment un allochtone est-il considéré comme autochtone? Comment est perçu un allochtone ? Quels sont les nouveaux types de rapports que les différentes communautés établissent avec les nouveaux pouvoirs élus lorsqu'il s'agit du foncier ? Quelle est l'idée que les différentes communautés se font de la citoyenneté locale ?

## **2. Programme de recherche Consortium for Development of Partnership (CDP) sur la gouvernance locale : Décentralisation et gouvernance locale en Afrique de l'ouest : Étude comparative sur l'appropriation de la réforme par les communautés rurales au Mali et au Burkina Faso**

L'équipe de recherche est composée de :

Coordination projet : Dr Moussa Sissoko/Point Sud

Chercheurs seniors :

- Pr. Augustin Loada, Burkina Faso;
- Dr Moussa Djiré, Mali;
- Dr Bréhima Kassibo, Mali;
- Dr Thea Hilhorst (KIT), Pays-Bas.

Chercheurs juniors :

- Rokia Traoré, Mali;
- Bouréma Touré, Mali;
- Soumaïla Oulalé, Mali;
- Hamidou Togo, Mali;
- Gisèle Dabré, Burkina Faso.

*Recommandations/ suggestions formulées par l'étude*

Pour une gestion citoyenne de la terre et de ses ressources, l'étude recommande de :

- diligenter la mise en œuvre du décret d'application de la loi N° 96-050 du 16 octobre 1996 portant principe de constitution et de gestion du domaine des collectivités territoriales au Mali. Cette loi décrète en son article 1<sup>er</sup> que le domaine des collectivités territoriales comprend un domaine public et un domaine privé qui peuvent être des biens meubles et immeubles ;
- diligenter l'effectivité du transfert des compétences et des ressources ;
- continuer à sensibiliser les populations autour de la question foncière, afin qu'elles exercent leur citoyenneté.

Pour améliorer l'information et la transparence, l'étude propose:

- la formation et la sensibilisation des acteurs locaux et des populations;
- l'accroissement des moyens et techniques de communication;
- le respect des textes.

Pour une amélioration de l'information et de la transparence, l'étude propose :

- l'intégration des langues locales;
- la révision du choix des candidats (qualité des hommes et des femmes à choisir);
- l'alphabétisation.

Pour améliorer la participation des acteurs locaux au processus budgétaire communal (formulation, vote, mise en œuvre, évaluation du budget), les recommandations sont les suivantes:

- la formation des élus et des organisations de la société civile ;
- le recyclage des autorités locales ;
- la sensibilisation à travers les fora, les conférences, les causeries débats et les pièces de théâtre.

Pour améliorer l'imputabilité budgétaire, l'étude suggère de:

- former les conseillers et recycler les différents acteurs pour leur permettre de bien jouer leur rôle;
- former les élus pour leur permettre de mieux maîtriser le processus budgétaire;

- sensibiliser les populations sur le bien fondé de la décentralisation ;
- recruter des techniciens pour assister les conseillers ;
- intensifier la communication entre les élus et la population ;
- intégrer les langues locales comme langue de travail.

Ce programme a permis à Point Sud d'accorder une bourse à quatre jeunes chercheurs dont trois soutiendront leur DEA en 2008.

### **3. Programme CDP/ Conflit : Migrations et tensions sociales dans le Sud du Mali**

Le rapatriement des ressortissants Maliens de Côte d'Ivoire fut douloureux. Si la réinsertion socio-économique fut une lueur d'espoir pour certains, pour d'autres, elle fut un cauchemar. Si on sollicite la population pour évaluer les politiques mises en place pour la gestion du phénomène, le bilan sera probablement mauvais du point de vue économique. Pourtant, les analyses sociologiques ont démontré un investissement humain considérable. Autant les infrastructures manquent pour intégrer les talents, autant les migrations persistent. La réinsertion socio-économique ne sera effective que le jour où les autorités seront conscientes de la pertinence des compétences et du savoir faire de ces « retournés ».

La situation des « retournés » maliens nous conduit à trois problématiques. La première est relative à la politique d'intégration prônée par la CEDEAO et l'UEMOA. L'Afrique est un continent de mouvement où la sédentarisation des personnes et des groupes, consécutive à la colonisation et à l'apparition de l'Etat moderne (en Afrique) n'a pas mis fin à la permanence des flux migratoires qui trahissent la densité et la complexité des relations entre l'Etat, les individus et les réseaux.<sup>1</sup> Les projets individuels de migration subissent d'une part l'influence directe ou indirecte des réseaux tantôt ethniques, tantôt religieux et, d'autre part, ils sont « bricolés » et mis en œuvre en tenant compte de l'Etat comme illusion ou réalité de contrôle des entrées et des sorties dans son territoire ainsi que fabricant des identités ou des statuts et pôle d'identification (Sindjoun 2004). Avant la colonisation, en Afrique Occidentale, les peuples ou groupes ethniques vivaient une forme d'intégration relativement harmonieuse basée sur des échanges commerciaux. Les frontières actuelles, arbitraires et artificielles, n'existaient pas. Après presque un demi siècle d'indépendance et de construction d'Etats Nations, l'échec est évident et est perceptible à travers l'instabilité permanente de nos Etats. L'Afrique toute entière est un continent vaste, diversifié et complexe. Si l'« intégration moderne » s'avère illusoire au niveau continental, une intégration moderne sous régionale en Afrique de l'Ouest reste possible, d'autant plus que les peuples et les groupes ethniques, au delà de certaines considérations créées par les hommes politiques, se sentent culturellement et historiquement proches les uns des autres. Economiquement, les « Etats nations » de cette région sont interdépendants, donc peuvent constituer un vaste ensemble politique et économique. C'est d'ailleurs dans cet esprit que les fondateurs de la CEDEAO et même de l'UEMOA ont créé ces organisations internationales sous régionales. Parmi les questions que le résultat de notre étude soulève avec la crise ivoirienne et ses conséquences sur la sous région en général et sur le Mali en particulier, nous avons le problème de la fonctionnalité ou de l'effectivité de l'UEMOA et de la CEDEAO. Ces deux institutions sous régionales soutiennent dans leurs chartes la libre circulation des biens et des personnes, donc la « libre mobilité ». Mais ce qui se passe aujourd'hui dans l'espace CEDEAO et de l'UEMOA est la restriction de ces libertés. Le conflit ivoirien sur fond de xénophobie et d'idéologisation du concept de l'« ivoirité » met en question les idéaux et les objectifs de ces organisations sous régionales. Pourquoi les textes de la CEDEAO et de l'UEMOA relatifs à la libre circulation

---

<sup>1</sup> Sindjoun, Luc, (2004). *Etat, individus et réseaux dans les migrations africaines*, Paris, Editions Karthala, pp 358.

des personnes et des biens tardent-ils à être effectifs ? Quels en sont les tenants et les aboutissants ? Est-il possible de créer une citoyenneté sous régionale en Afrique de l'Ouest ? La deuxième problématique concerne le statut des réfugiés et la prolifération des armes légères. Les textes du droit humanitaire doivent être relus afin de les adapter à la nouvelle situation des conflits en Afrique, nouvelle situation relative aux mercenaires combattants qui, pour passer inaperçus afin de commettre des actes criminels, se font enregistrer dans les camps de réfugiés. Les conditions d'accueil des réfugiés et leur inscription sur la liste des réfugiés doivent être revues.

La troisième problématique est la situation de pression sur les ressources dans le sud du Mali. La vague de rapatriés, les pressions sur les ressources (surtout naturelles) qui se raréfient et la mobilité physique et idéologique des anciens combattants de Côte d'Ivoire constituent-elles une menace à long terme pour la sécurité nationale du Mali ? Les questions foncières et minières peuvent-elles être exploitées par des hommes politiques en vue de leur idéologisation ?

Tels sont les questionnements liés à la situation actuelle qui prévaut au Mali après le rapatriement brutal des ressortissants maliens immigrés en Côte d'Ivoire depuis quelques décennies.

#### **4. Le programme d'étude avec l'université Ben Gourion : Evaluation de l'impact des actions de l'homme dans les changements de la nature au Malien utilisant la télédétection et le système d'information géographique (Dr Moussa Sissoko)**

Le cercle de Kita, jadis grenier d'arachides du Mali, se tourne de plus en plus vers la culture du coton. Cette culture exigeante ne bénéficie pas des apports d'engrais nécessaires, ce qui conduit à un épuisement rapide des sols. Et le défrichement de nouvelles parcelles, chaque fois que les sols s'épuisent, nuit à la conservation des ressources naturelles.

Sachant que les besoins en terre augmentent avec la croissance démographique, il faut trouver le moyen de sédentariser les paysans sur les parcelles, en optimisant celles-ci et en éliminant les parcelles marginales (terrains accidentés, peu fertiles) de la production du coton, afin de permettre aux paysans d'effectuer à temps les opérations culturales.

Les UPA de type A, bien que plus équipées que celles de type B, ont un rendement inférieur en coton, peut-être parce qu'elles exploitent plus de surface. Le type D, moins équipé que le type C, produit mieux, en limitant son aire moyenne à 0,6 ha.

Face à la baisse du prix de coton graine et à l'augmentation du prix des intrants, n'est-il pas souhaitable de développer aussi la culture de l'arachide, moins exigeante que le coton en matière d'intrants et qui obtient un bon prix sur le marché local ? Par ailleurs, dans notre échantillon, les rendements de sorgho ont généralement diminué avec la CMDT. Donc, celui-ci n'a pas bénéficié des effets secondaires de la fertilisation du coton, contrairement à ce qu'affirment les techniciens. Enfin, vu le potentiel de rendement du maïs, il faudrait sensibiliser les producteurs pour accroître l'échelle de son adoption.

#### **5. Le suivi environnemental du Projet d'Appui au Développement Rural de Mopti (PADER)**

Point Sud a la charge de conduire le programme d'évaluation environnementale du PADER. Après la définition des indicateurs environnementaux de réalisation et d'impact, les premières missions de suivi ont donné lieu aux conclusions et recommandations suivantes :

- Le taux de mortalité des plants est beaucoup plus élevé que ne le laisse apparaître les rapports du PADER. Cette mortalité s'explique par le fait que les plants sont peu entretenus et peu arrosés dans la plupart des cas. À Kanio, nous avons pu constater que le « stress hydrique » ne laisse aucune chance de survie aux jeunes plants



d'Eucalyptus. En plus de cette sécheresse, il existe d'autres menaces qui pèsent sur la survie des plantules. Il s'agit des animaux, des feux et des termites.

Nous recommandons un suivi plus rigoureux de tous les acteurs impliqués dans le reboisement, notamment en ce qui concerne l'arrosage des jeunes plants par les populations.

- Les brise-vent ne pourront pas être efficaces s'ils sont plantés seulement sur le pourtour des Petits Périmètres Villageois (PPIV). En effet, chaque brise-vent ne peut protéger en moyenne que 10 fois sa hauteur, donc assurer une protection maximale de 100 mètres, alors que le périmètre dépasse de loin cette dimension. Il faudrait prévoir, dès lors, des rangées de brise-vent à l'intérieur du périmètre.
- En matière de maladies d'origine hydrique, il est important de ne pas perdre de vue que le niveau d'endémie est fortement dépendant des caractéristiques spécifiques de l'environnement, tels que, entre autres, les points d'eau utilisés par la population et le comportement individuel. Ainsi, des zones proches peuvent ainsi avoir des taux d'infection très différents. Dans ce contexte, l'utilisation d'une méthode simple, rapide et économique telle que la méthode de Lot Quality Assurance Sampling (LQAS) ou échantillonnage par contrôle de qualité de lots est bien indiquée.

En recommandation, une enquête d'estimation des indicateurs de base au niveau des périmètres irrigués fonctionnels sera conduite avant la reprise des travaux de riziculture.

D'une manière générale, la mise en œuvre des mesures environnementales, trois ans après leur démarrage, sont au stade de balbutiement au niveau de tous les périmètres. Les problèmes, liés à la compréhension de l'intérêt de ces mesures par les populations et au manque de suivi des opérations de reboisement par le prestataire, expliquent en grande partie cette situation.

## **6. Le programme UNESCO : États Nation face au défi de l'intégration sous régionale en Afrique de l'Ouest**

L'ensemble des thèmes abordés a été traité dans huit communications. La première communication concerne *l'intégration en Afrique de l'Ouest : Évolution des questions politiques et institutionnelles*. L'auteur, docteur Ousmane Oumarou Sidibé, commence par rappeler les différentes tentatives de regroupements depuis 1959 et les constructions politiques des grands empires du moyen-âge à nos jours. Il rappelle ensuite comment les ambitions personnelles et les querelles idéologiques ont freiné l'intégration. L'auteur montre le dysfonctionnement des mécanismes institutionnels d'intégration et l'explique par le poids prépondérant des États-nations par la faible application des décisions communautaires, et par la faible articulation entre les structures communautaires et les administrations nationales. Dr Sidibé montre comment l'État-nation peut être un obstacle à l'intégration en l'absence d'une culture démocratique et d'une culture d'état de droit. Il montre, malgré l'engagement ferme et constant du Mali dans le processus d'intégration, la faible implication de la société civile. Pour conclure, il suggère une réforme de la CEDEAO pour la doter de véritables pouvoirs de décision et pour la faire évoluer vers la supranationalité.

La deuxième communication, *De la dynamique des intégrations de la période coloniale à nos jours* est présentée par le professeur Bakari Kamian. Celui-ci rappelle les différentes puissances et formes de colonisation du continent africain et passe en revue les facteurs qui freinent son développement. Il présente l'intégration comme condition *sine qua none* du développement du continent. Il retrace les regroupements de l'époque coloniale et particulièrement l'AOF à travers l'armée et les écoles fédérales comme facteurs d'intégration tout en montrant les limites. Il rappelle toutes les tentatives d'intégration depuis l'indépendance et évoque tous les problèmes qui ont contrarié leur réalisation. La grande

question que l'auteur se pose est de savoir si l'Union Africaine ; dernière version d'intégration à l'échelle du continent, réussira à triompher de tous les écueils dressés devant elle pour aborder la mondialisation avec des chances de succès. Il conclut sur une note optimiste en affirmant que l'Afrique est engagée à fond dans la coopération et l'intégration régionale et sous-régionale, lesquelles lui permettront de tirer un meilleur avantage de ses hommes et de ses ressources.

La troisième communication, *Langues transfrontalières et intégration sous régionale : cas du Mali*, est présentée par docteur Paul Guindo. Il montre que le Mali, dans ce domaine également, a une longueur d'avance. Il a bien compris que les langues transfrontalières peuvent servir comme levier d'intégration, a défini une politique nationale en la matière et institutionnalisé un cadre de concertation et d'échanges entre différents acteurs. L'auteur fait l'état des lieux des langues nationales transfrontalières. Sur 13 langues nationales répertoriées, dix sont des langues transfrontalières, dont certaines avec une très large zone d'extension, comme le *mandekan* (la langue mandingue), parlé dans l'ensemble des sept pays qui font frontière avec le Mali, en Gambie et en Guinée Bissau. L'auteur déplore que les langues transnationales ne soient pas utilisées à hauteur de souhait dans certaines aires linguistiques, par exemple dans les pays voisins comme la Gambie, la Guinée Conakry et la Guinée Bissau qui ont trois langues officielles différentes (anglais, français, portugais) mais parlent tous le *mandekan*. Aucun document administratif, carte d'identité nationale, passeport, document de douane ou autre n'existe en langues nationales et n'est utilisé dans les postes frontaliers. Les langues dynamiques, largement utilisées dans les échanges commerciaux, comme le *bamanakan* ou le hausa, ne sont pas utilisées comme langue de travail dans les organismes d'intégration régionale. Dr Guindo conclut sa réflexion par des propositions pour assurer la promotion des langues transfrontalières et leur accorder le statut de langue sous-régionale.

La quatrième communication, *L'Economie dans le contexte de l'intégration* est présentée par Younoussi Touré. L'auteur commence par retracer le processus d'intégration économique et monétaire au sein de l'UEMOA, puis celui de l'intégration économique au sein de la CEDEAO. Ensuite, il fait le point sur l'accélération du processus d'intégration avec l'harmonisation des règles de gestion économique et financière, l'établissement d'un pacte de gestion macroéconomique, le renforcement des politiques structurelles, l'harmonisation des fiscalités intérieures et la fixation irrévocable des parités bilatérales, et la création d'une banque centrale unique. L'auteur identifie les intérêts stratégiques du Mali dans l'intégration régionale, à savoir renforcer son leadership dans la région en s'impliquant dans la définition des politiques et dans la gestion des institutions régionales, renforcer la stabilité politique et la sécurité de la région, donc s'impliquer dans le traitement rapide de la crise ivoirienne. Younoussi Touré conclut en plaidant pour une accélération du processus d'intégration entre la CEDEAO et l'UEMOA, afin de constituer un vaste marché porteur pour les exportations maliennes, l'application effective de la libre circulation des personnes et le droit d'établissement dans l'espace CEDEAO, la bonne gouvernance économique et l'implication des populations dans les questions d'intégration.

La cinquième communication, *Ressources naturelles, espace et intégration* est présentée par docteur Moussa Sissoko. Il passe en revue les conventions et les traités signés ou ratifiés par le Mali et met l'accent sur les atouts du pays en matière de ressources naturelles transfrontalières, qu'il s'agisse des bassins fluviaux du Niger, du Sénégal, du Sourou, des pâturages sahéliens ou des aquifères transfrontaliers. L'auteur procède à l'analyse des organisations sous-régionales et projets autour de ces bassins. En conclusion, il montre bien le caractère intégrateur des ressources naturelles transfrontalières.

La sixième communication, *Femmes, Organisations féminines et intégration*, est présentée par madame Sira Diop qui nous rappelle d'emblée que les organisations féminines informelles, à vocation sociale, économique ou mystiques ont existé de tout temps dans les sociétés africaines. Elle fait l'historique du mouvement féminin en Afrique de l'Ouest, de la

période coloniale à nos jours, et des appuis dont il a bénéficié sur le plan national, sous-régional ou dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale. Elle évoque largement l'impact réel de la participation des femmes aux initiatives d'intégration et montre la précarité des organisations féminines ou leur exploitation à des fins politiques au sein des structures d'intégration africaine. Sira Diop conclut en constatant le décalage important entre la participation constante des femmes, leurs organisations dans la construction et le développement des Etats nations en Afrique et la place qui leur est accordée dans les instances de décision. Elle les invite à s'imposer par leur savoir et savoir-faire plutôt que de jouer de l'agressivité stérile. Elle affirme que le défi de l'intégration sous-régionale exige une prise en compte effective des femmes dans leurs pleins droits de citoyennes, dans un contexte social débarrassé de toutes discriminations à leur égard.

La septième communication, *La gestion des frontières dans le contexte de la décentralisation et de l'intégration des États nations en Afrique de l'Ouest*, est présentée par l'ambassadeur Aguibou Diarra. Il montre comment les nouvelles formes de délimitation spatiale des souverainetés post coloniales engendrent le processus de désintégration de l'Afrique ; désintégration qui se manifeste par des conflits frontaliers qui éclatent çà et là régulièrement et menacent les tentatives d'intégration sous-régionale. L'auteur présente les regroupements régionaux et inter-régionaux régulièrement chantés et célébrés comme des tentatives d'intégration par le haut, pendant que les populations, séparées artificiellement par des lignes de frontière, vivent quotidiennement leur histoire commune, expression de leur farouche volonté de vivre ensemble. Monsieur Diarra montre comment la décentralisation est porteuse de potentialités d'intégration. La question de fond qu'il pose, à savoir si l'intégration sous-régionale est possible sans le dépérissement des frontières, trouve sa réponse dans le concept de pays frontières proposé par le Mali, et dont la mise en œuvre doit déboucher sur la banalisation et le dépérissement des frontières, lesquelles, au lieu de demeurer des zones de séparation et de fracture, deviennent des zones de contacts et de suture dans le cadre d'une coopération décentralisée.

La huitième communication, *Le Mali entre enclavement et intégration* est présentée par le professeur Lassana Sidibé. Le plus grand défi que le Mali doit relever est celui de son enclavement. La position centrale qu'il a occupée pendant la longue période des grands empires en Afrique de l'Ouest lui permet, en développant ses infrastructures routières, de transformer son handicap en opportunité. Pour l'auteur, le Mali doit avoir une diplomatie régionale très active et mener une politique de développement intégré des infrastructures de communication internes et externes.

Les actes du colloque ont été publiés aux Éditions Karthala

Bintou Sanankoua, 2007 *Les Etats-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Le cas du Mali*, Paris, Karthala.

## **2.2 Le senior fellow**

Dr Naffet Kéita, anthropologue est engagé par Point Sud, Centre de recherche sur le savoir local comme *fellow*, pendant un an, à temps partiel avec les missions suivantes : développer des projets de recherche (50 % du temps); enseigner (30 %); encadrer les boursiers (20 %).

Les thèmes de recherche élaborés par Dr Naffet sont les suivants :

1. La dynamique d'innovation ou d'appropriation des médias par les « travailleurs sociaux de l'art et de la parole » au Mali : les griots entre dispositifs et médiation des savoirs ou « donation » de sens ;

2. Réseaux, hiérarchies, territoires, migrations, institutions et accès aux ressources dans le Delta central du Niger : la décentralisation environnementale en question dans les communes de Youwarou et de Jalloubé.

### **3. Enseignement**

La proposition de formation faite par Dr Naffet, approuvée par Point Sud après certaines améliorations s'articule autour de cinq modules :

- Méthode de recherche en sciences sociales : théories et pratiques ;
- Apprentissage à la rédaction scientifique ;
- Sociétés agraires et développement : anthropologie du développement, développement agricole, sanitaire (médecine traditionnelle et médecine conventionnelle) ;
- Théorie et pratique de la coopération du développement ;
- Cours de mise à niveau en langue anglaise.

Les cours, qui ont démarré en Décembre 2006, se sont poursuivis en 2007. Ils sont animés par Dr Naffet Keïta et Dr Bréhima Kassibo, anthropologue à l'Institut des Sciences Humaines, Dr Birama Diakon, anthropologue à la FLASH/ Point Sud. Le nombre d'heures de formation à dispenser est de 240 heures.

Les auditeurs sont constitués des boursiers de Point Sud, des finalistes de la FLASH, de jeunes diplômés ayant participé ou non au test et de salariés d'autres structures maliennes.

### **4. Conférences/ ateliers**

#### **4.1 Conférences des enseignants extérieurs au Point Sud**

1. Prof. Till Förster, Institute for Social Anthropology Ethnologisches Seminar, Universität Basel, Monstertplatz 19 CH- 4051 Basel: *La Culture Visuelle dans le milieu urbain africain : Perspectives de recherche.*

2. Prof. Larry Becker, Oregon State University, USA : *Nous sommes ce que nous cultivons: la diversité génétique du riz africain à la base d'une adaptation environnementale et sociale.*

3. Prof. Francis Simonis, Maître de conférences d'histoire de l'Afrique à l'Université de Provence, Directeur de recherches au Centre d'Etude des Mondes Africains (CEMAF) : *La tournée, ou l'art du commandement au Soudan Français colonial.*

#### **4.2 Conférence internationale**

Le Statussymposium de la VolkswagenStiftung :

First Grantees Meeting in the framework of the Africa Initiative of the Volkswagen Foundation at Bamako, 25 to 28 November 2007: « Les savoirs de demain – Projets de recherche coopératifs avec l'Afrique subsaharienne ».

Point Sud a eu l'honneur de recevoir 185 délégués de 27 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Europe pour le premier Statussymposium jamais organisé par la Fondation Volkswagen. L'événement à caractère national fut salué à son ouverture par le ministre de l'Éducation Nationale du Mali et la délégation allemande conduite par le Dr Wilhelm Krull fut accueillie par le Président de la République du Mali. Une couverture médiatique nationale et internationale fut assurée par la presse écrite et audiovisuelle.

### **4.3 Ateliers**

1. Atelier méthodologique du programme Gouvernance locale (19 et 20 mars 2007).
2. L'atelier de restitution des résultats de l'étude sur les conflits (29-30 juin 2007).
3. Atelier de restitution des résultats de l'étude sur la gouvernance locale (15 et 16 août 2007).
4. Forum de restitution des résultats de recherche sur la gouvernance locale (27 Décembre 2007).
5. Initiation à la recherche [Lehrforschung] Mali (II) : Du 15.8 – 15.10.2007 M. Diawara a dirigé en collaboration avec le Dr. Ute Rösenthaler l'initiation à la recherche sur le terrain de 8 étudiants de l'Université de Francfort/Main. Au cours de l'initiation à la recherche huit étudiants et jeunes chercheurs de Point Sud et de l'Université de Bamako ont été également formés. De même, Diawara a encadré des jeunes chercheurs de Point Sud.

### **4.4 Conférences de Mamadou Diawara**

1. « Les semailles par temps de globalisation au Sahel », conférence à l'Université de Luxembourg, lundi, le 11.6.2007.
2. « Comment peut-on être auteur ? » « *Le sens du social dans le roman francophone*, Colloque international Université Laval, Québec (Canada), Chaire de recherche du Canada en Littératures africaines et Francophonie 3 - 5 mai 2007.
3. « North-south relations and capacity enhancing at Point Sud, the centre for research on local knowledge, Bamako, Mali », Conference at the University of Uppsala on Friday 13 April 2007.
4. « Local Knowledge as Resource for Distant Worlds? », University of Uppsala, Department of Cultural Anthropology, 12 April 2007.
5. « Regard sur une discipline en France : l'ethnologie, l'anthropologie et ses assises », « Les assises de l'ethnologie et de l'anthropologie, paris, musée de l'homme ; Musée du Quai Branly, 12-15- décembre 2007.
6. Modérateur avec Prof. Achille Mbembe, WISER, au National Research Foundation Round Table Africa and the world: intersecting global histories in Franschhoek, Western Cape, January 15 – 17 2007.

### **5. Publications**

Diawara, Mamadou :

- 2006 Heinrich Barth et l'Afrique, Rüdiger Köppe Verlag, sous la direction de Mamadou Diawara, Paulo Fernando de Moraes Farias et Gerd Spittler.
- 2006 « Henri Barth et les gens du cru », in Mamadou Diawara, Paulo Fernando de Moraes Farias et Gerd Spittler (sous la direction), 147-158.
- 2006 « Le contexte de l'événement », in Mamadou Diawara, Paulo Fernando de Moraes Farias et Gerd Spittler (sous la direction), 18-20.